



Pascal Durand est né en 1960. Il est professeur ordinaire au département des arts et sciences de la communication à l'Université de Liège (Ulg). Il y enseigne la sociologie des institutions culturelles et les théories critiques de l'information, dont relève son livre sur « La censure invisible ». Il a également dirigé « Les nouveaux mots du pouvoir. Abécédnaire critique », un ouvrage collectif paru aux éditions Aden en 2007 et couronné à Paris par le prix du Pamphlet 2007.

Pascal Durand

« Invisible censure, redoutable et efficace »

Spécialiste de Mallarmé, Pascal Durand s'intéresse de très près aux médias et aux nouvelles formes de « censures ».

PHOTOS GÉRALD VÉF / PHILIPPE DE BOECK

Professeur en arts et sciences de la communication, Pascal Durand l'est aussi en sociologie des institutions culturelles. C'est ce qu'il appelle l'« étrange qualité » de son discours. « Analyse de très près des discours littéraires, il prédispose à regarder de très près les discours médiatiques, précisément d'emblée. Et analyser ces discours prédispose aussi à lire dans le texte littéraire autre chose que de simples ornements formels. »

Sa devise ? Elle lui vient de Mallarmé, évidemment, dont il est le grand spécialiste belge : « L'Homme est la seule source qu'il cherche ». Liégeois et donc « frondeur », comme il dit, Pascal Durand est parti à la recherche des différentes formes de la « censure » moderne, celle qui arrondit les angles et rend la presse moins critique. Une analyse pertinente dont les médias n'aiment pas trop parler.

Dans votre livre, vous parlez d'une triple censure. Pouvez-vous expliquer ce que vous entendez par là ?

Dans une première définition, cette censure est d'autant moins visible qu'elle agit dans et par l'abondance : des kilomètres de copie sur le Da Vinci Code, l'affaire Fournier ou la moindre sortie de Sarkozy et bien peu de chose sur tel livre important, tel mouvement social ou telle initiative politique non réductible à l'agenda ordinaire des gens de pouvoir. Dans une deuxième définition, cette censure procède à l'imposition d'un mode de perception et de traitement de l'information. Ainsi, penser le social ou la politique à travers les routines du sensationnalisme ou de la personnalisation conduit à escomoter, au registre de l'insignifiant, tout ce qui ne s'y adapte pas.

Enfin, ce que j'appelle « censure invisible » tient au fait que toute sphère d'activité sociale, qu'il s'agisse du journalisme, de l'enseignement ou de la magistrature, par exemple, façonne et porte à incorporer des modes de représentation et d'action qui deviennent, chez ses agents, une sorte de seconde nature. L'action normée par l'habitude devient

spontanée, donc oublieuse de ses propres conditions et limites : ou, pour le dire autrement, le milieu d'action (et de discours) en vient à interposer ses codes entre la conscience et le monde, à filtrer sans le savoir, à travers ses normes, la perception et la représentation du monde.

Vous visez surtout la presse d'information, pourquoi ?

Parce que la presse est cette institution dont la fonction est de parler de toutes les autres institutions et que c'est par son intermédiaire, pour l'essentiel, que les sujets sociaux ont connaissance de ce qui concerne la sphère publique. Toute transformation de l'espace journalistique (disparition de titres, réduction du pluralisme, concentrations, réduction des effectifs, contraintes accrues de la brièveté et de la rapidité, etc.) est par conséquent susceptible d'agir non seulement sur le discours des journalistes et sur la perception des univers sociaux dont ils rendent compte,

« Notre démocratie a besoin d'une presse vivante, pugnace, inventive, diversifiée, qui renonce au mythe de l'information pure »

mais encore sur ces univers eux-mêmes. Quelques exemples : les sondages, détrevés à abondance aujourd'hui, qui construisent la réalité sociale en prétendant la cerner statistiquement ; les intellectuels dits « médiatiques », produits pour et par les médias, et porteurs le plus souvent d'une vision du monde faussement insolente, conforme à la doxa dominante, voire carrément réactionnaire ; telle grève dans les services publics, dont on couvrira d'abondance les effets (les usagers « pris en otages », selon le cliché en vigueur), mais pas les causes ni les enjeux, ou si peu. On me répondra que les effets des médias sont minimes sur l'opinion. Et c'est vrai en un sens : 99 %

des éditorialistes pour appeler à voter « oui » au Traité constitutionnel européen et 54 % de Français qui, pour des raisons diverses, votent « non ». Même scénario avec l'Irlande. Reste que les effets des médias sont puissants sur les décideurs politiques – qui non seulement les lisent mais ont besoin d'eux – et que le discours médiatique contribue, par son univoque même, à l'autisme croissant des gens de pouvoir, médiatiquement confirmés dans leurs projets et convictions et de plus en plus éloignés des attentes et des valeurs des populations (auxquelles on réservera le couplet condensant et paternaliste d'une nécessaire « pédagogie » des « réformes »).

Croyez-vous qu'il y ait une corrélation entre la baisse des lecteurs/acheteurs des journaux, par exemple, et cette « censure invisible » ?

Le propre de cette censure, sa propriété la plus redoutablement efficace, est de ne se faire sentir ni auprès de ceux qui la subissent ni par ceux qui l'exercent. La confiance du public dans le discours des journalistes n'en est pas moins en constant déclin et il y a de quoi s'en inquiéter, pas seulement dans les rédactions et chez les patrons de presse. Notre démocratie a besoin d'une presse vivante, pugnace, inventive, diversifiée, qui renonce au mythe de l'information pure (ce qu'on appelle « neutralité » n'étant bien souvent qu'une opinion si dominante qu'elle se fait oublier comme opinion), et qui retrouve, au contraire, le sens de la dialectique entre des opinions déclarées et contrastées. Une démocratie sans conflit d'opinions, de valeurs, de projets de société est une démocratie en train de mourir.

Comment changer les choses ? Il n'y a pas de recette miracle, bien sûr, mais sans doute le changement doit-il naître, pour une part, d'une prise de conscience collective des journalistes eux-mêmes, au sein des rédactions ; ce qui suppose notamment de lutter contre la précarisation de leur métier, portée ouverte à

journalisme de surface qui serait aussi un journalisme de servitude. Cela demande aussi des décisions politiques visant à assurer le pluralisme effectif du secteur. Cela demande surtout, pour tout journaliste comme pour tout producteur de biens symboliques publics, l'exercice d'une réflexivité critique permanente, seul moyen de contrôler les automatismes qui contribuent à l'imposition et à la reproduction de la pensée dominante.

Vous parlez d'une « reconquête du temps médiatique ». Qu'entendez-vous par là ?

Le temps où la surface de publication est la dernière la plus rare dans les médias. Et plus le temps ou cette surface se réduisent, plus puissants se font les automatismes, les stéréotypes, les clichés. Expliquer les raisons d'une grève dans les services publics, faire valoir par exemple qu'un tel conflit peut avoir pour objet le maintien de l'outil au service de l'usager, prend plus de temps en télévision – et c'est moins séducteur – que de montrer des navetteurs en rade et de leur tendre un micro (que voulez-vous qu'ils disent, sinon leur ras-le-bol ?). Reconquérir le temps, c'est donner ses chances à une perception plus équitable du réel et viser à rendre au métier de journaliste sa dignité et son aura perdues. Je pense au temps contrôlé du reportage, de l'investigation, du commentaire approfondi et contrasté par rapport au temps express de l'interview bâclée, du commentaire à l'empanne-pièce, de l'éditorial emballé minute ou du recyclage des communiqués émanant des cabinets ministériels, des grandes institutions ou encore des entreprises.

Quand on voit comment fonctionnent les médias, par qui commencer ? Les journalistes ? Les rédacteurs en chef ? Les éditeurs ?

Au fond, il faudrait inverser les rapports de force et que ce soit les journalistes qui tiennent constamment à l'œil leur rédacteur en chef. Un rédacteur en chef occupe son poste pour une part en raison de

son talent et de son expérience et, pour une autre part, parce qu'il a fait la preuve qu'il ferait et dirait spontanément ce que son employeur attend de lui. Nul besoin qu'un orateur venu d'en haut ou de la régie publicitaire se formule ; il est, par fonction, aux ordres de son propre inconscient professionnel. Au Québec, en France, l'on voit des rédactions se mobiliser, rappeler leurs dirigeants et leurs patrons à la mission fondamentale du journalisme. C'est à partir de la base, non du sommet, que le changement s'opérera.

« Les forums en ligne sont à la fois des lieux de débats citoyens et des lieux où l'inconscient idéologique, social, politique remonte à la surface »

Que pensez-vous de cette nouvelle forme d'expression libre que sont les forums en ligne ?

A la différence du courrier des lecteurs, l'expression sur les forums électroniques est la voie ouverte aux délégements des affects et des passions. Plus l'expression est rapide, moins elle est contrôlée. Les forums en ligne sont à la fois des lieux de débats citoyens et des lieux où l'inconscient idéologique, politique, social remonte à la surface. C'est un défilou qui produit parfois des effets inquiétants... La dynamique qui est en jeu dans les forums ressemble à celle d'un individu qui, plongé dans une foule, perd en quelque sorte l'usage de sa rationalité. Les modérateurs portent bien leur nom, parce qu'ils ont à rappeler à l'ordre, formuler des contraintes et, peut-être, veiller à allonger le temps entre la réception d'une réaction et sa publication. Mais le modérateur aussi doit contrôler sa propre spontanéité. Il n'est pas une instance neutre, il a des opinions, comme n'importe qui, et il ne faudrait pas qu'il fasse obstacle sans le savoir à l'expression de valeurs qui seraient contradictoires avec les siennes. C'est un travail dont je devine qu'il doit

être d'une extrême difficulté. Sur les forums en ligne, des internautes nous reprochent régulièrement de les « censurer » quand les modérateurs suppriment des messages qui ne sont pas conformes à la charte d'utilisation : racisme, haine, vulgarité, attaques personnelles, etc. Peut-on réellement parler de « censure » dans de pareils cas ?

Je ne le crois pas. Toute prise de position publique doit être soumise à un contrôle démocratique et je ne vois pas en quoi l'on devrait s'offusquer qu'un journal ou un forum en ligne exclut les discours de haine raciste ou d'attaque personnelle. On voit bien néanmoins que l'application d'un « politiquement correct » mal conçu tendrait à fortement restreindre la liberté d'expression. Lorsque Wahouib Fayoumi (journaliste à la RTBF et inquiété par la justice dans le cadre du dossier des ex-CCC, NDLR) signe une profession de foi communiste, il se trouve, dans la profession, des cadres dirigeants pour s'en scandaliser, sans tenir grand compte du professionnalisme qu'elle a démontré dans l'exercice de son métier. On ne voit guère qu'ils se scandalisent des professions de foi libérales, plus ou moins délibérées, que tant d'autres multiplient dans leurs éditions. Ceci étant dit, le règne d'une parole sans censure est non seulement utopique, mais se réaliserait-il qu'on verrait se déverser sans retenue les produits les moins ragotants de l'inconscient collectif. Un contrôle est donc nécessaire : contrôle général par la loi, contrôle plus local par la charte édictée par les responsables des forums en ligne. Mais contrôle aussi de la « censure invisible » qui contribue au conformisme général et au désenchantement politique ambiant. ■

La censure invisible
PASCAL DURAND
Actes Sud, 75 pages,
11 euros